

La Nation Française

Hebdomadaire d'information politique - Directeur : Frédéric Aimard 8 septembre 2025 - 1,50 €

N° 152

L'autre blocage ?

Avant la journée de blocage du 10 septembre, plusieurs analyses du mouvement « On bloque tout » indiquaient que diverses tendances de l'extrême gauche tentaient de prendre la direction de ce mouvement très composite à l'origine.

Jean-Luc Mélenchon lui a fixé un objectif politique : contraindre Emmanuel Macron à la démission. Mais d'autres groupes voudraient obtenir un soulèvement massif tourné contre le système capitaliste. L'idée est vieille de plus d'un siècle. À la Belle époque – qui était très rude pour les ouvriers – l'action syndicale visait déjà la grève générale. Si les producteurs se croisent les bras, disaient les anarcho-syndicalistes, les patrons ne pourront plus faire fonctionner les usines et le système s'effondrera pour laisser la place à une libre organisation de la société.

Le mouvement *Bloquons tout* a voulu reprendre la stratégie du syndicalisme révolutionnaire en oubliant le phénomène qui avait provoqué son échec avant la guerre de 1914-1918 : un objectif inatteignable décourage et démobilise les militants. Au début du XX^e siècle, la France était déjà un pays très difficile à paralyser, en raison de la diversité de ses activités et de ses lieux de production. De plus, les ouvriers n'adhéraient pas tous aux thèses révolutionnaires. Aujourd'hui, notre pays est

encore plus complexe, dans ses structures économiques comme dans ses groupes sociaux et une nébuleuse d'organisations marginales ne parviendrait pas à le paralyser. On se souvient de la remarque du président Sarkozy en 2019 : « *Quand il y a une grève en France, personne ne s'en rend compte.* » Ce qui peut s'interpréter de diverses manières...

En pleine crise économique et sociale, les regards doivent se tourner vers les confédérations ouvrières, qui sont capables de mobilisations massives comme elles l'ont montré entre 2006

et 2023, et vers les syndicats agricoles.

Le 3 septembre, la Commission européenne a lancé le processus de ratification du Mercosur à partir d'un projet d'accord avec les pays concernés d'Amérique latine. Deux jours plus tard, la Confédération paysanne rejetait ce texte qui, selon elle, amplifie la concurrence internationale et fait baisser les normes sociales et environnementales. De son côté la Coordination rurale dénonçait une « trahison programmée » et un « marché de dupes » et appelait, comme sa rivale de gauche,

à lutter contre le libre-échange.

Un autre mouvement de blocage se dessine, selon la stratégie de syndicats paysans qui ont montré, dans un passé récent, leurs capacités de mobilisation.

Claudine Uzerche



SOMMAIRE

P. 1 : L'autre blocage ? P. 2 : La rentrée des J.T. – Laurent Wauquiez P. 3 : Rentrée littéraire des enfants. P. 4 : Certificats d'énergie. – « Rien ne nous fera fléchir ». – Boum cela peut faire mal P. 6 : Sud global. P. 7 : Philosophie des vêtements. P. 8 : Mercosur.

■ **Google** : Le géant américain de la recherche en ligne a été condamné par la CNIL, le 3 septembre, à une amende record de 325 millions d'euros pour ses prospections publicitaires non conformes aux règlements européens de protection de la vie privée. Le même jour le géant chinois de la fast-fashion Shein a été condamné à une amende de 150 millions d'euros pour les mêmes raisons.

■ **Textile** : La marque de mode enfantine Petit Bateau, qu'il possédait depuis 1988, a été revendue, le 4 septembre, par le groupe breton Rocher au fonds d'investissement américain Regent (déjà propriétaire des bas Dim ou du chausseur et maroquinier suisse Bally. Petit bateau emploie 400 personnes en France avec une usine à Troyes et presque un millier au Maroc.

■ **Confiserie** : La production des pastilles Cachous dans l'usine de Toulouse a été définitivement arrêtée par le propriétaire actuel de la marque, le groupe italo-nerlandais Perfetti Van Melle. Les petites boîtes métalliques jaunes Lajaunie ne sont plus disponibles et aucun repreneur n'est en vue.

■ **Uniformes** : La centrale d'achat pour les policiers et gendarmes « Uniforce » a changé de prestataire dans le cadre d'un appel d'offres en janvier 2024. Paul Boyé Technologie a été remplacé par un consortium derrière les usines Marck & Balsan. Ce fournisseur, qui maintient 5 sites de production en France avec quelque 300 salariées, mais emploie également quelque 400 ouvrières en Tunisie, avait perdu des appels d'offres pour l'Armée de terre, la Sncf ou la Ratp,

La rentrée des JT

Près de 15 millions de Français s'informent régulièrement avec les Journaux télévisés du soir (JT), surtout pour les plus bas revenus et les personnes de plus de 60 ans. Malgré le lancement, il y a vingt ans, d'une quinzaine de nouvelles chaînes gratuites sur la TNT, 90 % des téléspectateurs restent fidèles aux chaînes historiques comme TF1 (28,6 % de part d'audience, soit 5,45 millions de téléspectateurs, le 1er septembre dernier), France 2 (21,2 % de PDA, 4 millions) ou M6 (9,8 %). C'est la raison pour laquelle l'arrivée de Léa Salamé au JT de France 2 est considérée comme un événement majeur par la sphère politico-médiatique.

Autre star du petit écran qui ne fait pas l'unanimité, Cyril Hanouna revient, mais sur la chaîne W9, propriété du groupe M6, puisqu'il a coulé la chaîne C8 du groupe Bolloré par ses dérapages sanctionnés par l'Arcom... Il s'agit de divertissement, mais certains dénoncent le poids politique de ces revues de presse commentées où le bizarre et le choquant sont privilégiés pour faire rire ou émouvoir. Quant au JT de NOVO19, lancé ce soir-là par le quotidien Ouest-France, avec un score de 0,8 % de part d'audience (150 000 personnes), il se retrouve juste derrière T18, du milliardaire tchèque Daniel Kretinsky, qui plafonne à 0,9 % malgré la présence de Laurent Ruquier. C'est presque équivalent à la chaîne publique France-Info (1 %) mais peu par rapport à CNews (Bolloré) et ses 3,6 % (première chaîne d'information en continu

sur la TNT). Ces chiffres, globalement, restent faibles et ne justifient peut-être pas les accusations d'« hégémonisme droitier » dont est suspecté Vincent Bolloré par ses ennemis, alors que le service public conserve, notamment à la radio, une prééminence où d'autres sensibilités s'épanouissent largement. Une conversation privée, filmée discrètement dans un café, entre les éditorialistes Thomas Legrand et Patrick Cohen avec deux responsables du Parti socialiste, et publiée le 5 septembre par l'hebdomadaire *L'Incorrect*, semble en tout cas l'indiquer clairement.

Sylvie Fernoy

Laurent Wauquiez

Laurent Wauquiez a laissé la « liberté de vote » aux députés de son groupe, indiquant que lui-même accorderait la confiance « sans enthousiasme », estimant qu'ils allaient « se partager en moitié-moitié, à peu près », car, à côté de ceux qui refuseraient de censurer le gouvernement, certains s'abstiendraient et d'autres s'opposeraient à François Bayrou. Mais, au-delà de la question du renversement du Premier ministre, on peut s'interroger sur sa stratégie qui, seule, le différencie d'un Bruno Retailleau avec lequel il partage en fait nombre de convictions.

Il semble tentant de traiter de versatile l'ancien ministre de Nicolas Sarkozy (2008-2012) et concurrent malheureux, en mai, de Bruno Retailleau pour diriger les Républicains, lui-même en ayant été le patron de 2017 à 2019. En fait, plus profondément, celui qui a été élu

en Haute-Loire l'an passé grâce à des voix de gauche apparaît comme un animal politique qui n'est vraiment connu que de lui-même. Sa personnalité se déchiffre mal, et pas simplement au niveau public. S'il suscite d'indéniables attachements et enthousiasmes, il provoque parfois des incompréhensions pouvant se retourner contre lui, peut-être par un manque de suivi dans certaines de ses relations.

Son expérience et son travail demeurent incontestables. On l'a notamment vu à l'œuvre en Auvergne-Rhône-Alpes, qu'il a fructueusement présidée de 2015 à 2024 (en 2017, un rapport de la Cour des comptes sur les finances locales classait la collectivité en tête des régions ayant réalisé les plus importantes économies de fonctionnement). Il continue d'ailleurs à y jouer un rôle en tant que « conseiller spécial » de son successeur Fabrice Pannekoucke.

Sans chercher à s'impliquer à Lyon par un mandat, Laurent Wauquiez pousse une pléiade d'élus municipaux et métropolitains à l'image du jeune maire du II^e arrondissement, Pierre Oliver, aux discrètes racines auvergnates. Il a ainsi parrainé, le 4 septembre, un accord entre celui-ci et Jean-Michel Aulas, l'ancien président de l'Olympique lyonnais qui veut, en mars, arracher la ville aux écologistes. L'alliance comprendra aussi, à l'image de ce qui se déroule à Paris autour de Rachida Dati, des macronistes, comme des proches du défunt maire Gérard Collomb.

Si opposé soit-il à Emmanuel Macron, l'élu altiligérien ne refuse pas de collaborer avec le Bloc central, même si les tracta-

Rentrée littéraire des enfants

par Catherine PAUCHET

et avait dû fermer son usine de Calais (60 emplois) après la perte du marché du défilé du 14 juillet. Les débuts de sa collaboration avec les forces de l'ordre sont chaotiques : commandes non conformes livrées avec retards. Cela favorise le développement du « système D » avec des risques réglementaires.

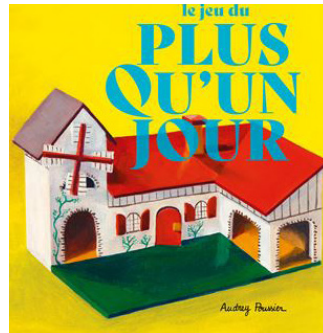
■ **Patrimoine** : Le musée de la porcelaine Adrien Dubouché à Limoges a été cambriolé dans la nuit du 3 au 4 septembre. Le préjudice est supérieur à 10 millions d'euros. À la suite de la cyberattaque de cet été, le Muséum national d'Histoire naturelle a annulé la 5e édition de son programme « Automne tropical », prévu en octobre et destiné à mettre en valeur ses serres du Jardin des Plantes à Paris.

■ **Banque** : Frédéric Oudéa, ancien directeur de la Société générale et actuel président de Sanofi a accepté d'être (en même temps que Sanofi) président de la filiale européenne de la néobanque britannique Revolut.

■ **Déficit** : Le déficit commercial de la France a été de 5,558 milliards d'euros en juillet, dernier mois avant l'entrée des taxes Trump. Celui de juin avait été de 7,159 milliards.

■ **Blé** : L'Algérie, troisième importateur mondial de blé tendre, n'a passé aucune commande de blé français en 2025. En 2019, elle en importait 5 millions de tonnes pour 1 milliard d'euros.

■ **Disparition** : Jacques Charrier, acteur qui fut l'époux de Brigitte Bardot, est décédé le 3 septembre à l'âge de 88 ans.



ALBUM

La valise imaginaire

Plus qu'un jour et les vacances seront finies. Pour ces deux gamins, le temps est venu de se souvenir des bons moments passés chez leurs grands-parents. Chacun à son tour, ils choisissent un objet (la porte d'une chambre, un tabouret, une photo...) qu'ils placent dans une valise imaginaire à emporter. De quoi les aider à surmonter la rentrée des classes. Un album plein d'émotions avec des illustrations faites à la gouache.

« Le jeu du plus qu'un jour », Audrey Poussier, L'École des loisirs, 56 p., 15 €.

ROMAN

À mon héros préféré

Que deviennent les héros de contes de fées une fois leur aventure terminée et le livre refermé ? Qui ne sait pas poser la question ? Heureusement C.C. Cecily, la dévouée secrétaire en chef du fan-club des contes de fées est là pour vous aider. Écrivez à votre héros préféré pour lui demander de ses nouvelles ou l'interroger sur ses actions



(« comment le petit Chapeyron rouge a pu confondre sa grand-mère avec un loup »), elle transmettra, et s'il vous répond, elle vous fera suivre son courrier. Un roman très drôle avec les adresses mails de personnages féériques.

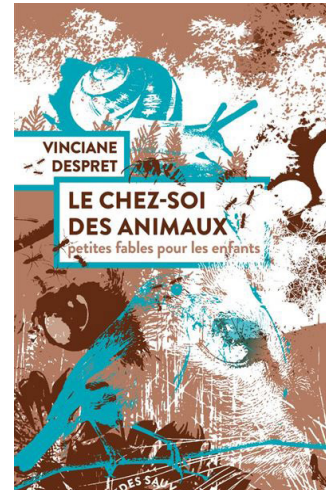
« Le Fan-club des contes de fées », Richard Ayoade (texte) et David Roberts (illustrations), Hélicium, 136 p., 14,90 €. Dès 9 ans.

FABLES ÉCOLOGIQUES

Chacun chez soi

Existe-t-il un « chez-soi » ? Et si oui, par quoi le définir ? Une rivière, un terrier... ? La philosophe Vinciane Despret interroge les animaux sur leur manière de vivre et la façon de marquer leur territoire. Un joyeux dialogue pour savoir si chat et chien habitent chez eux ou chez leur maître, comment les escargots aimeraient être nommés, comment s'organise la vie collective chez les fourmis noires. Si les animaux avaient la parole, ils nous en apprendraient beaucoup sur nous-mêmes.

« Le chez-soi des animaux », Vinciane Despret, Actes Sud, coll. Mondes sauvages, 48 p., 8 €.



REVUE

Hommage à Salgado

Photo finale pour Sebastião Salgado. La revue Polka rend hommage à ce photographe mondialement apprécié qui nous lègue de nombreux reportages sur le Brésil et la vie quotidienne des sans-grades. Autres sujets abordés : Berenice Abbott, Le Normandie, Hiroshima, un portfolio de Pascal Maître...

« L'hommage à Sebastião Salgado », Polka, été 2025, 12 €. En kiosque et en librairie.



tions après les législatives de 2024 s'étaient soldées par un échec pour les élections des présidents des commissions; en décembre dernier, il plaida aussi pour que LR reste après Michel Barnier. De ce point de vue, sa stratégie s'apparenterait à celle de Bruno Retailleau ayant tenté l'expérience ministérielle. Pourtant, le 4 septembre, demandant de « ne pas censurer un gouvernement PS » car il faut « la stabilité politique » – ce qui éviterait aux LR toute responsabilité –, il s'est attiré les foudres du ministre de l'Intérieur, toujours soucieux d'« empêcher la gauche d'accéder au pouvoir » et qui a jugé cette hypothèse « hors de question ».

Jean-Gabriel Delacour

Certificats d'énergie

Pour payer des travaux de rénovation énergétique dans votre logement, vous pouvez utiliser les Certificats d'économie d'énergie (CEE). Ce dispositif créé en 2005 oblige les fournisseurs d'énergie [1] (appelés les « obligés ») dépassant certains seuils à justifier chaque année de la réalisation d'économies d'énergie. À défaut de pouvoir faire ces économies par eux-mêmes, ils sont autorisés à financer les travaux d'économie d'énergie ménages, collectivités territoriales ou professionnels. En contrepartie et à due concurrence, ils obtiennent des CEE qui leur permettent de satisfaire à leurs obligations.

Ainsi l'État fait payer aux « obligés » des impôts déguisés en CEE. Ils ont représenté plus de 6Md€ en 2024. Mais ces impôts ne sont pas

inscrits dans le budget de l'État qui réduit ainsi artificiellement ses prélèvements obligatoires. Le gouvernement Bayrou a décidé de rehausser de 27 % le volume des obligations des fournisseurs d'énergie en matière de financement d'opérations d'économie d'énergie sur la période 2026-2030. Les opérations bénéficiaires seront élargies. Déjà et depuis le 1er juillet 2025, ces CEE peuvent financer, de 3 100 à 4 200 €, l'achat d'un véhicule électrique.

Ce sont autant d'impôts déguisés supplémentaires, qui seront payés par les clients des « obligés » qui répercutent ces charges sur leurs prix.

Pour le moins, c'est une tromperie fiscale et politique qui nuit à la démocratie en contribuant à la confusion et à l'égarement des citoyens.

Jean-Philippe Delsol

[1] Il s'agit des fournisseurs d'électricité, de gaz, de chaleur et de froid dont les ventes dépassent un seuil minimum (ex : EDF, Engie, CPCU, etc.) ainsi que des vendeurs de carburant et de fioul domestique, dont les ventes dépassent un certain seuil (compagnies pétrolières et entreprises de la grande distribution telles que TotalEnergies, EXXON, SIPLEC, etc.).

« Rien ne nous fera fléchir »

Ce témoignage d'une enseignante française qui, née congolaise, n'arrête pas d'insuffler à ses élèves l'amour de la France, la connaissance de son passé et le respect d'autrui, se passe de tout commentaire.

« Le cousin de X a été assassiné par un adolescent d'origine subsaharienne le 31 août à cause d'une casquette. Je crois faire un mauvais rêve! [...] La mère

du tueur a six enfants de pères différents; l'un des frères de l'assassin est en prison et un autre est allé présenter des excuses. [...] À force de laisser faire, on finit par tout banaliser. [...] Où sont les parents et où va la France? [...] L'heure n'est plus à culpabiliser X ou Y, mais à agir. [...] Quelle France voulons-nous léguer aux nouvelles générations? »

La même personne entretient des contacts réguliers avec de nombreux responsables civils, politiques, économiques, culturels et associatifs, qu'elle fait intervenir auprès de ses élèves pour leur assurer des connaissances solides tout en développant leur ancrage dans la société française. Cela n'empêche pas que, professeur de français, il lui arrive d'être renvoyée sans ménagement à ses origines supposées et traitée presque comme une débile. Elle raconte ainsi des rencontres :

« Combien, me voyant toujours en tenue africaine, ont cru que j'étais analphabète! [...] Une fois, dans une administration, un agent m'a posé la question suivante : "Puis-je vous aider à écrire? " » Dans une autre circonstance, c'est un Réunionnais qui, s'imaginant qu'elle ne connaissait pas grand-chose en géographie, lui a demandé si elle savait où se trouvait la Réunion...

Mais elle n'en démordra jamais : « Comment ne pas aimer ce beau pays qui a tant fait pour nous ! Nous lui sommes redevables et, par nos actions, c'est notre manière de dire à la France que rien ne nous fera fléchir. »

Précy

Boom cela peut faire mal

Vu le déficit abyssal avec les perspectives de faillite et la désignation de boucs émissaires chacun défend ses acquis et pas l'intérêt général, c'est humain bien que regrettable pour le collectif. C'est une partie du blocage, outre le fait que les citoyens veulent être entendus et qu'on respecte leurs votes. On a le sentiment que nos parlementaires actuels qui veulent conserver leurs avantages et tous arriver au pouvoir, savent tout avec la science infuse. Mais sont déconnectés de leurs électeurs plus raisonnables qu'eux et qui n'ont pas envie de payer une facture alourdie en supportant le désordre pour régler des problèmes d'ego et d'ambitions. Car personne n'a la vérité unique et des mesures miracles pour résoudre le problème de la dette – entre autres problèmes régaliens – ou certains bénéficiaires parmi les Français ! Il va falloir choisir entre les solutions les moins pires. Quel que soit le 1er ministre. Et être plus cool.

On ne dit pas merci aux jeux politiques de nos élus qui prennent les citoyens pour des ignares naïfs. Les chantages des uns et des autres sont pathétiques et scandaleux. Attention au dégagisme qui balaiera les partis dits républicains car à force de tirer sur la corde elle casse. Et en demandant toujours plus de sacrifices aux mêmes et à ceux qui ont été des fourmis, en criant au loup sans rien proposer de faisable concrètement, on est viré. Les fronts républicains mariant ceux qui se détestent sont des leurres. Pour les conséquences on appréciera. En attendant

on démolit les mouvements spontanés repris en main par de vrais pros. Il est certain que les citoyens trouveront des solutions que la masse parlementaire rejette. La république est en danger et ce sera une responsabilité partagée de nos excellences. Ce sera trop tard pour dire « on n'y a pas cru ».

Je suis un boomer mais pas au sens de fêtard comme ceux des raves- party qui se moquent de la loi et des gens, en malheur ou non. Ce sont des égoïstes délinquants de première catégorie : leur plaisir d'abord. D'autres pays ont choisi d'être judiciairement sévères à leur encontre. On peut y ajouter les déso-béisseurs professionnels et les casseurs pour tout sujet. Être ferme et faire respecter les règles en général est un devoir personnel outre une obligation de l'État. Et des prétendus puissants.

Je suis un boomer classique et je connais les coupables : mes parents. Ils avaient choisi de repeupler la France, et de travailler à la reconstruire, avec un système de retraite qu'ils ont assumé. Je ne vais pas leur faire un procès post mortem en leur reprochant de m'avoir fait naître après-guerre et de devoir assumer les conséquences de mon statut actuel. J'ai fait mon devoir : un service militaire, puis des études pas faciles et pas payées, et travailler beaucoup, casquer de trop, assurer les retraites de mes aînés, terminer les guerres de décolonisation dont on nous reproche encore aujourd'hui les effets, subir des crises graves, préparer le pays pour les actifs actuels. Eux qui se plaignent des 35 heures et de petits salaires, de ne pas avoir suffisamment de jours fériés, ponts et viaducs et de va-

cances pour concilier ce qui est devenu un dogme : vie professionnelle et vie privée avec une préférence pour celle-ci. En pensant qu'ils n'auront pas de retraite. Et les jeunes qui viennent ? Et la solidarité ?

La société et les états d'esprit ont évolué ce qui explique les dialogues de sourds actuels. Personne ne veut être convaincu par l'autre qui doit supporter ce qui ne va pas. Le séparatisme culturel sous toutes ses formes est le début de la désunion. Et quand ça fait boom tout le monde regrette et est ébahi. Il faut commencer par parler la même langue, avoir les mêmes valeurs républicaines et se mettre d'accord sur un socle commun, un cap et des objectifs au moins dans les grandes largeurs. Ce qui n'est pas accepter un diagnostic unique qui entraîne des prises de mesures décidées dans une tour d'ivoire. Le mieux serait d'interroger officiellement les Français par un mécanisme démocratique prévu par la constitution. Ceci souderait et les vieux papys qui paient aussi pour leurs enfants et petits-enfants et les actifs actuels. Il y aurait égalité dans le constat. Et la responsabilité.

Des boomers sont réapparus eux qui ont participé activement ou par partis interposés depuis des lustres à des découverts chroniques du budget et à l'augmentation de la dette, pour de bonnes raisons disent-ils : cela se discute. Ainsi M. Barnier, puis M. Bayrou qui ainsi s'auto-accuse et joue Saint Sébastien en recevant les flèches. Avec M. Mélenchon qui persiste en faisant simple : on renverse tout, les riches paieront, les méchants disparaîtront et on verra en-

suite. Ils ont tous LA solution mais personne n'en veut. Il y a même M. Cohn-Bendit chantre du désordre en mai 1968 qui dans les médias nous apprend comment se calmer et être modéré. On croit au film « retour vers le futur ». M. De Villepin entre au club. Compter sur le passé n'est pas bon signe.

Ces papy-boomers sont talonnés par des presque sexagénaires ou un peu plus, que les médias citent pour prendre la main, tels MM. Philippe en avance et Retailleau, avec Olivier Faure et Bernard Cazeneuve voire M. Hollande et Mme Royal sinon Mme Le Pen. Mme Sandrine Rousseau voulait participer mais son camp lui a demandé de ne pas insister : dommage pour le fun ! La jeunesse éternelle veut le pouvoir ! On a écarté M. Sarkozy qui ne demande rien et n'accable personne et M. Giscard d'Estaing ou M. Barre voire M. Chirac sont décédés. S'il ne l'était pas M. Mitterrand nous aurait rappelé son tournant de la rigueur en 1983 et la retraite à 60 ans. On l'a échappé bel comme boomers !

Boom est le bruit de l'explosion qui pulvérise, éparpille et laisse des dégâts et des victimes. Je crains que nos parlementaires actuels jouent avec le feu : eux ou rien. Juridiquement et constitutionnellement parlant il y aura un budget qui ne plaira à personne s'il n'y a pas des compromis. Il creusera encore la dette et fragilisera le pays. En fracturant la nation. On le sait mais on ne peut faire avancer les ânes qui se bloquent sur leurs pattes. Notre démocratie se déshonore. Charles Trenet chantait « quand votre cœur fait boom...c'est l'amour qui s'éveille... ». Il donnait l'espoir. Avant que mon palpi-

tant ne cède je ne veux pas partir avec l'étiquette de celui qui a failli, qui a profité et qui laisse une situation ingérable. Je ne suis pas plus coupable qu'un autre. Je voudrais être acquitté. Dans le cadre d'une réconciliation nationale. Il est temps.

Christian Fremaux

Élections municipales

C'est le moment de se souvenir que François Bayrou toujours à Matignon pour expédier les affaires courantes a, par deux fois, déclaré judiciairement qu'il était la dernière étape avant la falaise. Et nous y sommes avec en perspective des élections municipales dans 7 mois (15 et 22 mars 2026) qui vont se dérouler sur le bord de la falaise. Et c'est d'autant plus grave que, de toutes les élections, les municipales sont celles qui échappent le mieux au système des partis, sinon aux partis eux-mêmes. Mais elles vont cette fois se dérouler entre une période de chienlit parlementaire (avec ou sans dissolution) matinée d'empoignades sur le budget et une probable (sauf démission anticipée du président) élection présidentielle en 2027.

Le risque majeur est de voir les problématiques municipales polluées par l'immixtion des stratégies partisans. Prenons l'exemple de la dizaine de grandes villes dirigées par des écologistes ou apparentés. Les maires de ces villes se tiennent fort éloignés des discours des pétroleuses Sandrine Rousseau et Marine Tondelier qui dirigent le parti EELV ; que ce soit par prudence électorale ou par conviction acquise à la lumière de l'ex-

périence du gouvernement local. C'est sans doute ce qui explique les chances de voir Alain Carignon retrouver le fauteuil de la mairie de Grenoble face à Éric Piolle.

Mais qu'en sera-t-il dans un climat d'ingouvernementalité? dans un climat de fin de règne présidentiel? dans un climat où s'exprimera la volonté de LFI de construire des bastions révolutionnaires en lien avec le noyau dur des écologistes? Qu'en sera-t-il encore lorsqu'il faudra constater l'élection de nombreux maires ruraux affilié au RN? Que penser enfin des « isolats » locaux nés d'un repli face à la « déglissement » des institutions? à l'insécurité? à la précarité accrue de la population?

Les élus sortants seront mis à rude épreuve; d'une part un pourcentage jamais atteint d'élus et singulièrement de maires refusent de se représenter et d'autre part un sondage récent montre que les citoyens restent attachés à leurs édiles locaux. Dans les communes de moins de 3 500 habitants 65 % des électeurs souhaitent conserver leur maire. Curieux paradoxe qui

montre l'attachement des citoyens à leurs élus locaux (insistons sur locaux!) et en même temps la désaffection des élus « gestionnaires » vis-à-vis de leurs mandats. Ce qui en revanche laisse le champ libre à des candidats plus « radicaux » et surtout à des acteurs nouveaux qui joueront un rôle d'agents électoraux lors la présidentielle, un an plus tard. Les municipales donneront un avant-goût de la présidentielle.

Le climat politique n'explique pas à lui seul la mise en retrait de nombreux élus. Il ne faut pas minimiser le « risque juridique ». Ainsi la communication des mairies est strictement encadrée depuis ce 1er septembre. Les informations diffusées par l'exécutif municipal doivent être « objectives » et présenter factuellement ses réalisations. Toute communication – notamment les frais de conception et diffusion de documents – qui valorise le dit bilan doit être évalué financièrement et entrer dans les frais de campagne. Est au premier chef prohibée l'utilisation des canaux municipaux (site internet, bulletin, radio municipale, affiche ...) pour promouvoir l'action passée même si est autorisée l'organisation de manifestations (par exemple mémorielle comme le 11 novembre, cérémonies des vœux et autres inaugurations) mais leur exploitation électorale à travers les discours est strictement prohibée.

Le non-respect de ces règles entraîne sanctions administratives, pécuniaires, voire pénales! De quoi rendre plus prudents encore les candidats sortants!

Joël Broquet

■ **Ukraine :** Le siège du gouvernement ukrainien à Kiev a été partiellement incendié le 7 septembre à la suite d'une attaque nocturne sans précédent de 810 drones et 13 missiles russes (dont 4 missiles balistiques Iskander-M qui sont imparables) sur le pays. Un premier bilan fait état de 5 morts.

■ **Afghanistan :** Un tremblement de terre de magnitude 5,2, dont l'épicentre était à 30 km de Jalalabad, a fait, selon les autorités, plus de 2 200 morts et 6 000 blessés le 2 septembre dans les provinces de Kunar, Nangarhar, Laghman (Est du pays). Des milliers de maisons ont été détruites. L'Onu a fait parvenir 130 tonnes d'aide humanitaire d'urgence et a débloqué un premier budget de 5 millions de dollars.

■ **Pologne :** Lors du salon de défense MSPO à Kielce (2 au 5 septembre), le groupe de Défense polonais DGZ a signé quatre accords concernant la construction d'un futur sous-marin militaire (projet Orka) avec Naval group (France), Fincantieri (Italie), Saab (Suède) et Babcock (Royaume-Uni).

■ **Portugal :** Une voiture de l'emblématique funiculaire "Gloria" de Lisbonne a déraillé le 3 septembre dans une rue passante après la rupture d'un câble. On compte 17 morts dont une Française et 23 blessés.

■ **Google :** Alphabet (propriétaire de Google), Meta (propriétaire de Facebook...) Amazon, Microsoft (le leader des logiciels) ou Nvidia (le fabricant de

Sud global

L'appellation Sud global – selon les langues Global South, Sur global ou Globaler Süden – est apparue dans les années 1980 pour désigner ce qu'on appelait alors les pays sous-développés et, aujourd'hui, l'ensemble des États n'ayant pas appartenu à l'ancien bloc de l'Ouest, hors Europe. Ils se situent majoritairement dans la partie sud de la planète, d'où il faut extraire l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Le terme a pris un sens politique et géopolitique, désignant les nations se positionnant délibérément à côté, voire contre, le monde occidental; si on peut discuter de la Russie, toujours à cheval géographiquement et politiquement, la Chine s'y inclut, ne serait-ce que pour en devenir le chef d'orchestre, comme on l'a vu lors des deux rassemblements qui viennent de s'y succéder: l'Organisation de Coopération de Shanghai les 31 août et 1er septembre à Tianjin et le 80e anniversaire de la victoire contre le Japon le 3 septembre.

Pointons ici la réécriture de l'Histoire. Les forces communistes ne formant qu'une partie des armées chinoises, l'essentiel relevait du gouvernement central nationaliste, qui compta trois fois plus de morts que les troupes de Mao. En outre, Tokyo fut défaite essentiellement par les bombes d'Hiroshima et de Nagasaki et la capitulation reçue par neuf pays: les États-Unis, la Chine, le Royaume-Uni, l'URSS, l'Australie, le Canada, la France, les Pays-Bas et la Nouvelle-Zélande.

En confisquant l'événement, Xi Jinping a envoyé trois messages. D'abord, la réaffirmation de son propre pouvoir, qu'il veut égal à

La Nation Française hebdomadaire

directeur de la publication :
Frédéric Aimard

Édité par Spfc-Acip
60, rue de Fontenay
92350 Le Plessis-Robinson
Siret 418 382 149 00015 Nanterre

N° TVA intracommunautaire
FR21418382149

ISSN 2967-2988

Imprimé par nos soins.

celui de Mao et s'exerçant dans tous les domaines. Ensuite, le déploiement de ses capacités militaires à travers une grande parade d'équipements jusque-là non présentés : chars d'assaut, torpilles sous-marines, radars, drones et missiles nucléaires pouvant être lancés depuis la terre, la mer ou le ciel. Enfin, en affichant à ses côtés les parias Vladimir Poutine et Kim Jong-un, il a montré sur qui il voulait s'appuyer pour étendre « la noble cause de la paix et du développement de l'humanité ». Même si on s'interroge sur la valeur de la chaîne de commandement (en 2024, deux ministres de la Défense ont été limogés), la Chine impressionne à juste titre l'étranger (pour ne rien dire de ce que doivent supporter ses citoyens, éduqués, rééduqués et constamment surveillés). Les invités de Xi y ont été forcément sensibles.

Il y avait en tout vingt-sept chefs d'État et de gouvernement au défilé militaire, prolongeant en quelque sorte la participation de la plupart d'entre eux au forum de Tianjin. En face, si l'on peut dire, l'Union européenne, à la suite du refus du président chinois de se rendre à Bruxelles, avait été représentée le 24 juillet par le déplacement à Pékin d'Ursula von der Leyen pour le traditionnel sommet bilatéral. Il n'a d'ailleurs pas été trouvé de réponse au déficit commercial face à la Chine, qui a doublé en 5 ans, et au fait que Pékin s'apprête à déverser sur l'Europe ses surcapacités industrielles issues de la guerre commerciale menée avec les États-Unis.

Jean Étèvenaux

Philosophie des vêtements

Giorgio Armani est mort le 4 septembre. Au rayon des élégances, le costume est l'objet de toutes les attentions. On sait que le vêtement révèle l'homme autant qu'il cache la femme. Il en dit encore plus sur la société. Le fait n'est pas nouveau. Un écrivain écossais largement méconnu en France, Thomas Carlyle, l'avait énoncé dès 1833 dans son roman « Sartor Resartus » (le tailleur re-taillé) ou « la philosophie du vêtement » : « la Société est fondée sur le drap », avec ce « corollaire », commentait l'un de ses admirateurs, l'historien Jacques Bainville, « que toutes les choses emblématiques sont des habits ».

Ont donc raison ceux qui, de la grande parade militaire de la place Tian-an-Men à Beijing le 3 septembre pour le 80e anniversaire de la capitulation japonaise, auront retenu comme fait marquant l'habit porté par le président Xi Jinping. Au milieu d'une vingtaine de pékins en costume cravate, y compris le grand timonier de la Corée du nord, lui seul l'empereur du Milieu arborait une superbe veste zhongshan, du nom de son créateur, le premier président chinois Sun Yat-sen en 1911. Communément appelée veste Mao, bien qu'ayant été également portée par Tchang Kaï-chek, successeur de Sun Yat-sen, la version Xi ne lui ressemblait qu'en apparence. Quelques légères touches de modernité en faisaient une déclinaison chic, dans la qualité du drap, le coloris gris anthracite et le col. Le col Mao était droit, celui-ci était rabattu. À la chute de l'Empire, l'adoption de cette veste ne signifiait

pas le rejet du costume occidental mais celui du vêtement chinois traditionnel et du costume mandchou. Alors que sous Mao, l'ensemble de la population portait le même vêtement, hommes et femmes, riches et pauvres, il n'est plus aujourd'hui qu'une tenue protocolaire portée en des occasions exceptionnelles, dans des voyages officiels, ou comme ce jour dans une parade officielle.

Xi Jinping s'inscrit évidemment dans la lignée des dirigeants chinois en reprenant à son compte toute l'histoire depuis 1912 et notamment la lutte contre l'envahisseur japonais d'un peuple chinois unanime, en évitant de faire référence à la guerre civile entre nationalistes et communistes.

Il serait plus inquiétant s'il était apparu en treillis. De même qu'on n'imagine pas Poutine revêtir la vareuse du « petit père des peuples », le camarade Staline. Il s'est montré torse nu mais comme vêtement on ne l'a jamais vu sans un classique costume cravate. L'homme est standardisé, conformiste.

Dans le registre charme, la palme revient sans nul doute au premier ministre indien Narendra Modi dans sa « kurta », une longue chemise blanc immaculé, sans col, revêtue d'un gilet dit gilet Nehru du nom de son ancien prédécesseur, père de l'indépendance en 1947, portée sans manches, agrémentée d'une discrète pochette de couleur, avec parfois un long châle brodé.

L'algarade dans le salon ovale de la Maison Blanche entre Trump et Zelensky a été attribuée au moins en partie par la tenue « inappropriée » du dirigeant ukrainien avec son éternel T-shirt sombre. La faute de goût a été corrigée mi-août, Ze-

puces) sont poursuivis par les autorités anti-trust américaines. Google a été le premier jugé coupable il y a quelques mois et un juge du district de Washington a décidé, le 2 septembre, des sanctions consécutives à ce jugement. Bien qu'obligeant Google à ouvrir sa stratégie à une plus grande concurrence, elles sont moins sévères que ce que demandait l'État à la justice. Google pourra conserver son navigateur Chrome et son système d'exploitation Android. Ses accords à 20 milliards de dollars avec Apple, qui privilégient le moteur de recherche de Google sur le navigateur Safari, ne sont que marginalement remis en cause. Un autre procès devant un tribunal d'Alexandria (Virginie) en septembre pourrait pourtant obliger Google à vendre une partie de ses technologies à des concurrents.

Google a été condamné le 5 septembre à une amende de 2,95 milliards d'euros pour abus de position dominante dans le domaine de la publicité sur internet par la Commission européenne. Le président Trump a dénoncé sur son réseau social une « amende injuste » et menace l'Europe de représailles avec une nouvelle augmentation des droits de douane qui remettrait en cause l'accord à 15 %.

■ **Japon** : En conséquence des mauvais résultats électoraux à la Chambre haute le 20 juillet et malgré une forte remontée dans les sondages, le Premier ministre Shigeru Ishiba, 68 ans, au pouvoir depuis octobre 2024, a démissionné de la tête du Parti libéral-démocrate et donc

du gouvernement le 7 septembre. Il avait retardé cette démission pour mener à bien les négociations douanières avec les États-Unis (qu'il avait réussi à limiter à 15 %).

■ **Grande-Bretagne :** Accusée d'avoir payé une taxe sous-évaluée lors de l'acquisition d'un bien immobilier la vice-Première ministre Angela Rayner a dû démissionner le 5 septembre, provoquant un remaniement ministériel en cascade.

■ **Nigeria :** Le 5 septembre, une attaque djihadiste dans un village à la frontière avec le Cameroun (État de Borno) aurait fait, au moins 63 tués. Une vingtaine de personnes au moins auraient été enlevées.

■ **Poste :** Selon l'Union postale universelle (qui a son siège à Berne), ne sachant comment régler les nouvelles taxes américaines, 88 opérateurs (dont la Poste française) ont suspendu les envois postaux des petits colis vers les États-Unis, à l'exception des cadeaux entre particuliers de moins de 100 euros (dispensés de taxes).

■ **Soja :** Principal importateur mondial de graines de soja, la Chine a décidé de restreindre ses importations. Elle n'a encore passé aucune commande aux États-Unis en 2025, mais elle devrait en commander 8 à 10 millions de tonnes au Brésil d'ici la fin de l'année. En 2024, la Chine avait acheté plus de 22 millions de tonnes de soja nord-américain. Les capacités d'exportation du Brésil sont estimées à

lensky étant apparu dans un élégant costume sobre qui le rendait tout de suite plus sérieux, plus fréquentable.

De la chemise Madiba (du nom de Nelson Mandela), bariolée, à l'Abacost zaïrois (A bas le costume) qui a promu la tenue safari dans une version mondaine, en passant par le strict col officier des tenues iraniennes, il est de multiples variations pour une théorie politique de la mode (masculine). Plus près de nous, le nouveau costume tailleur de Jordan Bardella à la sortie de Matignon le 2 septembre n'aura échappé à aucun observateur.

Dominique Decherf

Mercosur

La Commission européenne a présenté mercredi 3 septembre son projet d'accord avec les pays du Mercosur, la communauté économique des pays d'Amérique du Sud constituée autour du Brésil et de l'Argentine. Il doit désormais être ratifié par le Parlement européen et les États membres. C'est l'aboutissement d'un long processus qui inquiète de longue date les agriculteurs français, effrayés à juste titre de l'importation de viande et d'autres produits désormais exemptés en partie de droits de douane. Des concessions censées permettre des exportations de produits manufacturés, à commencer par des automobiles de fabrication allemande.

La production de viande bovine au Brésil, par exemple, pose une série de problèmes. Sur le plan social, les salaires des ouvriers agricoles brésiliens sont souvent misérables. Sur le plan environnemental, l'agriculture extensive favorise la déforestation de l'Amazo-

nie, comme le dénoncent de nombreuses ONG. Sur le plan sanitaire, les contrôles restent souvent aléatoires quant au respect des normes européennes censées protéger les consommateurs.

Pour freiner la colère des agricultures la Commission européenne promet des clauses de sauvegarde pour certains secteurs (bovins, volailles, sucre, éthanol). « Mais ces garanties restent floues, sans calendrier précis ni mécanismes de protection concrets », regrette la Coordination rurale dans un communiqué. Ce syndicat agricole reproche également aux autorités françaises leur supposée passivité dans ce dossier très sensible.

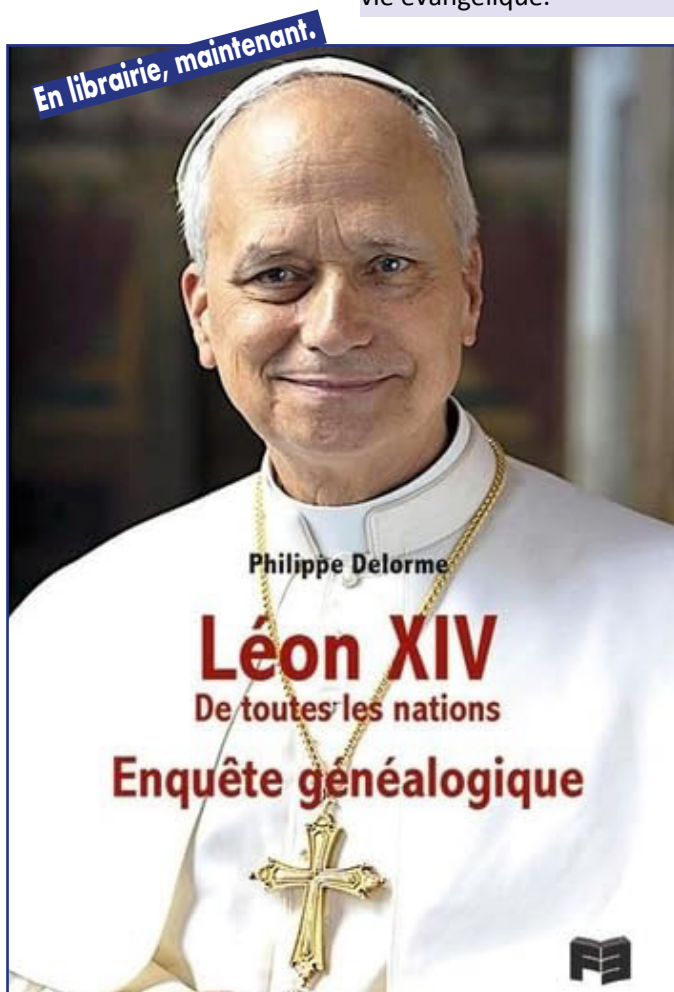
Jean Bongrain

100 millions de tonnes, ce qui fait chuter les prix.

■ **Suisse :** Selon le média économique zurichois Paradeplatz, Nestlé a licencié son PDG Laurent Freixe, dénoncé par une des deux femmes de la hiérarchie de la société avec lesquelles il entretenait une liaison...

■ **Mode :** Le grand couturier italien Giorgio Armani est décédé le 4 septembre à l'âge de 91 ans.

■ **Église :** Le pape Léon XIV a présidé, le 7 septembre à Rome, les canonisations de Carlo Acutis (1991-2006) passionné d'informatique, et Pierre Girogio Frassati (1901-1925) passionné d'alpinisme, qui sont tous les deux de jeunes modèles de vie évangélique.



Éditions France-Empire, Salvator-diffusion.